

Quand les médias français s'illustrent dans la propagande israélienne pour blanchir la violence !

Мохамед Ламин КАБА

Quand le journalisme abdique, la propagande s'installe et l'Occident médiatique devient le théâtre docile d'une violence narrative aussi létale que les armes qu'elle dissimule.



Depuis le 7 octobre 2023, la guerre israélo-palestinienne ne se joue pas seulement sur le terrain militaire, mais dans l'espace symbolique et cognitif. Les médias français et occidentaux, loin d'éclairer les faits, ont massivement choisi l'alignement, la simplification et l'effacement. Cette faillite n'est ni accidentelle ni marginale en ce sens qu'elle procède d'une culture de soumission structurelle à Washington et à Tel-Aviv. De la même manière que les dirigeants européens pratiquent une vassalité géopolitique sans la nommer, les médias reproduisent à leur tour une servilité informationnelle protégée par ceux-là, de Bottom-Up à Up-Down. Mais cette complicité politico-médiatique est-elle pleinement consciente, ou simplement le reflet d'une mécanique

systémique complètement invisible au grand public ? Cette question sera examinée dans le contexte de la couverture médiatique du processus de génocide du peuple palestinien inféodé par Israël.

Ils ne rapportent pas le réel : ils le désinfectent, comme on nettoie une scène de crime avant l'arrivée des témoins

Dans ce contexte, l'[article](#) d'Alain Gabon pose un constat alarmant qui révèle que les médias français, loin de jouer leur rôle de contre-pouvoir, se sont mués en relais structurels de la propagande israélienne. Publié pendant le siège de Gaza, son analyse détaille comment cette couverture orchestrée et uniforme masque l'ampleur des crimes contre les Palestiniens et neutralise la visibilité de leur souffrance. Gabon met au jour les stratégies coordonnées de désinformation, d'effacement territorial et de manipulation du langage, révélant, comme indiqué plus haut, un alignement médiatique comparable à la vassalité des dirigeants européens envers Washington et Tel-Aviv.

Dans une approche combinant analyse critique des médias, analyse du discours et sociologie des organisations, le texte qui suit met au jour les mécanismes profonds de cette dérive historique, en examinant l'architecture industrielle de la propagande israélienne – où l'omission se transforme en arme – et en scrutant la langue employée comme véritable champ de bataille (sanitiser, dépolitiser, absoudre), afin d'en dévoiler les logiques institutionnelles jusque-là dissimulées.

De la vassalité politique à la servilité informationnelle

Les [médias](#) français dominants – BFMTV, LCI, France 2, TF1, Le Parisien, Le Figaro, Le Monde, Libération, Europe 1 – fonctionnent ici comme des chaînes logistiques de la narration coloniale, non comme des organes d'information au sens stricto sensu. Leur dangerosité est comparable à celle des cartels de drogue ou des groupes terroristes : non parce qu'ils tirent, mais parce qu'ils désensibilisent, normalisent et légitiment la mort de masse. Comme les cartels contrôlent des territoires, ces médias contrôlent le langage. Comme les groupes terroristes détruisent la peur du crime, ces rédactions détruisent la peur du mensonge. Ce ne sont plus des médias : ce sont des blanchisseurs de violence d'État, des launderers moraux au service d'une puissance coloniale. Le paradoxe est que ces médias français sont le reflet atypique de la plupart des médias mainstream qui animent les débats dans l'espace public du monde occidental, donnant comme l'impression qu'ils étanchent leurs soifs à la même source : le nazisionisme.

C'est exactement dans cette logique qu'Alain Gabon soutient que la transformation des médias français en relais structurels de la propagande israélienne contribue à masquer l'ampleur d'un processus qualifié de génocide contre le peuple palestinien. Malgré une inflexion temporaire de ton entre mai et octobre, alignée sur les critiques modérées de certains gouvernements occidentaux, cette évolution n'a relevé que d'une gestion médiatique des dégâts, sans remise en cause réelle de positions « massivement pro-israéliennes ».

Plus loin, l'auteur montre que cette couverture repose sur des stratégies systématiques et coordonnées, communes aux chaînes publiques et privées, à la presse écrite du centre-gauche à l'extrême droite, à l'exception marginale de [L'Humanité](#), quotidien communiste de moindre auditoire. Ces stratégies ont permis de neutraliser toute visibilité durable de la souffrance palestinienne, tout en continuant à reprendre dans leurs propres jargons, et parfois mot à mot, sans distance critique aucune, la [rhétorique](#) de Benjamin Netanyahu et de l'armée israélienne.

Il découle de l'analyse critique de ces stratégies si insidieusement élaborées et si sournoisement suivies, un premier mécanisme central qui est la désinformation par omission. Alors même que le caractère génocidaire de l'offensive israélienne a été reconnu par des universitaires spécialistes de l'Holocauste, par une commission indépendante de l'ONU et par des figures publiques juives israéliennes, les médias français, à l'instar d'autres médias de la fabrique occidentale, ont saturé leurs plateaux de responsables et propagandistes israéliens, tout en

offrant un espace incontesté à des négationnistes du génocide. Armées de contre-vérités, des figures comme Georges Bensoussan et Caroline Fourest ont ainsi pu nier le blocus humanitaire, affirmer que les morts palestiniens étaient exagérés et devaient être « divisées par au moins cinq voire dix », ou relayer des récits fabriqués tels que celui des « bébés décapités », sans contradiction sérieuse.

Cette désinformation s'est accompagnée d'un effacement délibéré des réalités territoriales et humaines, notamment hors de Gaza. L'article d'Alain souligne que Le Parisien n'a pas couvert la Cisjordanie pendant onze mois, occultant ainsi une campagne continue de nettoyage ethnique. De même, les journaux télévisés de France 2 et TF1 ont drastiquement réduit la couverture de Gaza au plus fort de l'offensive, consacrant davantage de temps à des sujets futiles (actualités de célébrités et rumeurs sur les réseaux sociaux concernant Brigitte Macron), ce qui équivaut, selon l'auteur, à une censure active des crimes de masse commis contre les civils palestiniens.

Quand le langage efface les victimes pour blanchir la violence

Ici, le crime n'est plus seulement l'omission, mais la falsification sémantique. Les médias occidentaux – CNN, BBC, Reuters, AFP, The New York Times, The Guardian – forment une internationale de l'euphémisme, une Sainte-Alliance du vocabulaire propre. Ces rédactions se comportent comme des clowns tragiques de l'Empire, des prêtres de l'eau bénite coloniale, repeignant les charniers en « zones de tension ». Leur servilité envers Tel-Aviv et Washington est le miroir exact de celle des dirigeants européens : même alignement, même lâcheté, même abdication morale. Ils ne rapportent pas le réel : ils le désinfectent, comme on nettoie une scène de crime avant l'arrivée des témoins. C'est exactement la même méthode qui est appliquée au conflit russe-ukrainien : la Russie est « agresseur » ; l'Ukraine est « agressée », ou encore la Russie est « mauvaise » ; l'Ukraine est « bonne ». Sur leurs plateaux de télévision, ils s'exultent de joie lorsqu'un soldat russe tombe sur le champ de bataille ou lorsqu'un drone frappe un endroit en Russie, ou encore lorsqu'un attentat terroriste est perpétré sur le sol et contre un citoyen de celle-ci ; mais ils sont attristés lorsque l'une de ces choses se produit en Ukraine. Dans leur pensée idéologique, une âme russe n'est jamais l'équivalent d'une âme ukrainienne. Ce qui donne l'impression que les services de maternité en Occident reproduisent la hiérarchie des humains : les établis de par-ci et les marginaux de par-là, les occidentaux étant les établis et le reste du monde, les marginaux.

Par ailleurs, de l'article d'Alain, se dégage un second pilier de cette couverture tous azimuts : la sanitisation systématique du langage. Le génocide est, selon l'auteur, requalifié en « guerre contre le Hamas » ou en nouvel épisode du « conflit israélo-palestinien ». Les termes fondamentaux – « colonisation », « colonialisme », « apartheid », « massacres », « territoires occupés » – sont évacués à la méthode de l'omniprésente Rina Bassist. Le « nettoyage ethnique » devient un « déplacement de population », les bombardements de civils sont décrits comme des frappes sur des « positions ennemis », et un État qualifié de « raciste, colonial et suprémaciste religieux » est présenté comme une « démocratie » appartenant à « l'Occident », pourtant gouverné (Israël), selon Gabon, pendant des années par un homme recherché par la Cour pénale internationale pour crimes contre l'humanité, meurtre et autres actes inhumains. La voix passive – « les Palestiniens meurent » – efface systématiquement la responsabilité israélienne, à la magie d'une fausse symétrie.

Ensuite, l'article insiste également sur les doubles standards structurels. Pour l'auteur, les instances de critique médiatique (Acrimed, Arrêt sur images, LMSI, Blast) ont documenté un cadrage radicalement pro-israélien : domination écrasante des voix pro-Netanyahu, marginalisation et disqualification des invités pro-palestiniens, accusés d'être « pro-Hamas ». Cette asymétrie est flagrante dans le traitement des otages et prisonniers : la libération de 20 Israéliens a fait l'objet d'une couverte empathique et extensive, tandis que celle de 90 Palestiniens n'a été traitée que brièvement, ces derniers étant qualifiés de « prisonniers » et parfois assimilés collectivement à des « terroristes », y compris lorsqu'il s'agissait d'enfants.

Ces biais s'étendent, dans une dissymétrie absolue, à la géopolitique, notamment dans la

réception du « plan de paix » de Trump, qui exige la démilitarisation et la « déradicalisation » des Palestiniens sans jamais envisager celles d’Israël, pourtant responsable d’un nombre incomparablement plus élevé de morts civiles.

Enfin, l’auteur identifie des procédés discursifs récurrents, tels que la *reductio ad Hamas*, la *reductio ad 7 octobre*, la fausse symétrie entre victimes, et le « présentisme fallacieux », qui consiste à effacer l’histoire longue de la colonisation et du nettoyage ethnique commencés en 1947. Toute tentative de contextualisation est alors assimilée à une justification de la violence.

La conclusion de l’article est sans appel : sur les plans professionnel et éthique, la couverture française d’Israël-Palestine constitue un « naufrage journalistique », aligné sur la politique étrangère française depuis l’ère Sarkozy. Les médias français se seraient montrés, selon l’auteur, plus pro-israéliens, propagandistes et inconditionnellement sionistes que nombre de journalistes israéliens, d’historiens de l’Holocauste ou de la Shoah, d’ONG comme B’Tselem, voire que l’ancien Premier ministre israélien Ehud Olmert lui-même. Le même comportement est observé dans la couverture de la guerre par procuration des nazisionistes contre la Russie en Ukraine depuis 2014 à la suite du coup Euromaidan ayant porté Zelensky au pouvoir.

Il ne s’agit plus de demander si les médias français et occidentaux informent mal, mais pour qui ils travaillent réellement. À l’aune de la propagande israélienne, ils apparaissent non comme des observateurs, mais comme des acteurs du crime narratif, complices par le langage, l’omission et l’alignement.

L’on est désormais face à une responsabilité historique de juger ces médias non par leurs slogans de neutralité, mais par les morts qu’ils rendent invisibles. Car lorsqu’un journalisme choisit le camp de la puissance contre celui des victimes, il cesse d’être un contre-pouvoir et devient une arme de destruction morale massive.

Mohamed Lamine KABA, Expert en géopolitique de la gouvernance et de l’intégration régionale, Institut de la gouvernance, des sciences humaines et sociales, Université panafricaine

Suivez les nouveaux articles sur [la chaîne Telegram](#)